

CDDU

conseil national

RAPPORT DE SITUATION GENERALE

Ce rapport se présente sous une forme inhabituelle. Il comporte deux parties distinctes : un texte qui situe les enjeux et les questions auxquelles la CFDT est confrontée et une série de quatre annexes sur la crise, le Patronat, les réponses et les stratégies politiques et syndicales, quelques données sur l'emploi des femmes. Cette présentation vise à faciliter le travail des organisations. Mais l'ensemble forme un tout très lié et si le premier texte se comprend sans avoir lu les annexes, il est clair que la connaissance des annexes permet de mieux approfondir et de mieux situer les problèmes actuels.

Le Bureau National a estimé que ce Conseil National devait être consacré à une réflexion en profondeur sur l'action et le rôle de la CFDT, dans la période présente, à court et à moyen terme. Nous répétons souvent, dans nos débats et nos textes que la CFDT doit affirmer son identité, sa spécificité, dans le mouvement syndical et la société. Où en sommes-nous ? Combien de fois n'a-t-on pas entendu des camarades dans les bureaux nationaux ou les conseils nationaux insister sur la nécessité d'affirmer et de concrétiser dans l'action l'originalité et la personnalité de la CFDT. Sans être irrévérencieux il apparaît que cette répétition s'apparente plus au rite de la litanie qu'à la ferme résolution de prendre les mesures pour la traduire dans la réalité quotidienne. Le moment est propice à une interrogation sérieuse sur le contenu réel de notre action et de l'apport particulier et unique de notre organisation.

Cette réflexion est nécessaire et possible. Nécessaire pour bien préciser notre démarche, dans le cadre de nos décisions antérieures (37ème congrès, plateforme de revendications et d'objectifs.....), face aux événements, à nos partenaires, à nos adversaires. Possible, car la situation, malgré les inconnues, s'est décantée et laisse apparaître plus nettement les enjeux.

Quelle que soit l'hypothèse qui se réalisera dans les prochains mois, le syndicalisme ne pourra pas rester inactif. Selon le dynamisme et l'orientation qu'il saura imprimer à l'action des travailleurs, ceux-ci marqueront plus ou moins l'avenir prochain et acquerront plus de liberté et de responsabilité. Mais la situation présente échappe en partie au syndicalisme. La CFDT oeuvre inlassablement, au sein de l'Union des forces populaires, en vue de créer les conditions d'une victoire de l'Union de la gauche aux prochaines législatives et pour en faire un point de départ d'un processus de transformation du pays.

Les événements récents l'ont montré, il ne dépend pas prioritairement du mouvement syndical que la gauche politique gagne ou perde le 19 mars prochain. Mais il est de notre responsabilité première de susciter des comportements positifs face aux différentes hypothèses possibles.

La victoire électorale, encore plausible, de l'union de la gauche, ouvre des virtualités intéressantes de changements ; il nous appartiendra, sur notre propre terrain, de les transformer en réalités saisissables et reconnaissables par les hommes et les femmes de ce pays. Dans le cas d'une défaite, hypothèse qui peut revêtir de multiples figures, il devrait aller de soi que l'action syndicale sera aux premières lignes pour obliger le gouvernement et le patronat à entendre les aspirations et les revendications de la population. L'action sera assurément difficile mais elle sera nécessaire pour défendre les acquis et les intérêts des groupes sociaux les plus exploités et les plus dominés.

Notre question fondamentale reste bien celle des conditions et de la réalité du changement et de l'action transformatrice dans la société. La CFDT ne croit pas à des modifications octroyées et venant d'en haut. Il n'y aura pas de transformations radicales durables sans un rassemblement majoritaire des travailleurs et de la population, se construisant au cours des actions et des luttes sociales, autour d'un projet autogestionnaire qui fait appel à l'initiative et à la responsabilité de chacun/et de tous.

En conséquence le débat au Conseil National devrait se centrer sur la fonction, le rôle de la CFDT dans la période présente et essayer de formuler quelques réponses aux questions suivantes : En quoi consistent concrètement, dans la réalité française d'aujourd'hui, la spécificité et le rôle irremplaçable de l'action et des propositions de la CFDT ? Que doit faire la CFDT, au niveau de l'action et de l'organisation, pour répondre positivement à l'attente des travailleurs et des travailleuses ? Quelle action revendicative pour les prochaines semaines ?

Ce texte, ainsi que les annexes, ont été écrits au cours du mois de décembre 1977 c'est-à-dire à une période encore marquée par l'incertitude quant aux intentions et aux décisions des différentes forces politiques.

Impossible
donc d'avancer des idées ou des opinions absolument certaines ou vérifiées. D'où à certains moments de l'hésitation ou du flou dans l'analyse ou les hypothèses avancées. Il va de soi que l'exposé oral fait devant le Conseil National s'attachera à corriger ces imperfections et à préciser, dans la mesure du possible, ce que nous avançons dans ce texte.

I.- DETERIORATION ET FRAGILITE DE LA SITUATION FRANCAISE /

Il est devenu banal d'affirmer dans nos rangs que la situation présente du pays aux différents plans : économique, social, politique, culturel, est catastrophique. Mais entre l'affirmation et la réalité il y a toujours une distance. Il faut bien laisser sa place au discours et à l'inflation verbale. Aujourd'hui une certitude s'impose à tout analyste sérieux : la France connaît une situation détériorée et fragile qui est dangereuse pour l'avenir démocratique du pays, l'ensemble de la population, le syndicalisme.

Détérioration de l'économie, du climat politique et social, des conditions d'existence et de travail de la population, des rapports entre différents groupes sociaux. Fragilité des alliances et des accords dans les deux camps ce qui aura des conséquences après la période des élections sur la capacité à faire des choix et à gouverner des deux coalitions.

La crise qui affecte le monde, l'Europe, la France, est sérieuse et appelle des remèdes nouveaux. Jusqu'à ces derniers mois la majorité politique actuelle s'acharnait à minimiser l'impact de la crise dans notre pays et s'affirmait capable de la surmonter sans changer fondamentalement de politique. Les résultats sont là, probants. La France ne fait pas mieux que ses voisins, parfois plus mal, et s'enfonce dans la crise. Les forces de droite, même unies, apparaissent incapables de proposer des politiques recueillant l'adhésion et le soutien de l'ensemble des groupes sociaux qu'elles représentent. Les divergences stratégiques et tactiques éclatent. Que pourra faire une majorité parlementaire qui reposera sur une minorité d'électeurs et au sein de laquelle les oppositions ne seront pas facilement surmontées ? Pourra-t-elle continuer à refuser la discussion et la négociation avec les organisations syndicales ? Cherchera-t-elle à imposer sa politique d'austérité ? Le pourra-t-elle si elle le veut ? Autant de questions redoutables et qui le deviendront encore plus si la situation économique et sociale empirait.

A gauche, la permanence et l'approfondissement de la crise, la détérioration de la situation, conduisent chaque partenaire à peser les avantages et les inconvénients d'une accession au gouvernement. D'où les difficultés présentes de l'union de la gauche et les raidissements des uns et des autres.

Beaucoup se sont indignés des propos tenus par la C.F.D.T., et notamment par Edmond Maire, au cours des derniers mois sur la prise en compte insuffisante de certains problèmes par les partis politiques de gauche. Ils auraient préféré que l'on se taise. Mais les faits sont têtus. Chaque jour qui passe montre la justesse de notre critique et la nécessité de dire la vérité au pays. Un rassemblement, fort et tenace, ne peut pas se bâtir sur le mensonge, l'erreur, l'omission. Il appelle l'exactitude, la justesse, la vérité. En agissant ainsi nous avons fait preuve de responsabilités.

Le problème central à résoudre par les différentes forces syndicales, politiques ou autres, est le suivant : dans la situation de crise actuelle dans laquelle se débat le pays, sur quelles bases et autour de quel projet doit se construire le rassemblement majoritaire capable de mener les changements indispensables qui permettront de faire droit aux aspirations et aux besoins de liberté, de responsabilité et de démocratie qui s'expriment un peu partout ?

La gauche ne peut pas biaiser avec la réalité. La situation n'est plus celle de 1972. Il faut en tenir compte. Seule une politique prenant en compte l'ensemble des aspects de la crise et ébauchant un nouveau type de développement est susceptible de recueillir l'adhésion et le soutien de la majeure partie de la population. Rien n'empêche aujourd'hui les organisations de gauche de parvenir à un accord sur de telles perspectives à moins qu'elles aient opté pour des stratégies partisanses et non plus unitaires.

Consciente de la détérioration et de la fragilité de la situation, la CFDT a porté sa pierre à l'édifice unitaire en adoptant en juin 1977 sa plateforme de revendications et d'objectifs. C'est un instrument d'action pour le court et le moyen terme. Il doit permettre à la Confédération, aux organisations confédérées, de marquer davantage de leur empreinte l'action revendicative et les transformations du pays en facilitant le rassemblement des travailleurs et des travailleuses sur des objectifs crédibles et réalisables.

II.- QUEL AVENIR PROCHE ? HYPOTHESES ET CERTITUDES /

Pour tout ce qui concerne l'analyse des positions et des stratégies des forces politiques et syndicales, nous renvoyons aux annexes. Toutefois nous avons voulu, sans faire de pronostics ou jouer au devin, attirer l'attention des responsables des organisations sur différents éléments. Il faut donc prendre les lignes suivantes comme une contribution à la réflexion collective.

A./ ELEMENTS STATISTIQUES

a) La gauche est majoritaire électoralement.

- A s'en tenir aux sondages, seuls éléments quantitatifs (et parfois contestables) que nous ayons, nous constatons que la gauche est encore majoritaire dans le pays malgré les écologistes. La gauche (avec extrême gauche et PSU) oscille entre 49 et 52 %.

Au sein de la gauche

PC : 19 à 21 %

PS : 25 à 27 %

Au sein de la majorité

RPR : 20 à 22 %

PR : 18 à 21 %

- Malgré la rupture à gauche la majorité n'a pas réussi à surmonter son handicap et reste minoritaire dans le corps électoral.

- La campagne du PCF porte-t-elle quelques fruits. Le PCF récupère une partie des voix qu'il avait perdues depuis 1973.

- Le RPR maintient son avance par rapport au PR et est donc en mesure de dominer la coalition majoritaire.

b) La représentation parlementaire est indécise. Le nombre de députés

Sous l'effet de plusieurs éléments:

- découpages électoraux
- logique du système électoral à deux tours
- unicité ou multiplicité des candidats de la majorité

on estime que la gauche doit avoir au moins 52 % des voix pour obtenir la majorité des sièges.

. Reports des voix au 2ème tour

C'est l'essentiel du problème surtout à gauche. Mais cela aura des conséquences aussi à droite. Il est certain aujourd'hui qu'il y aura défaite ou victoire, selon que les reports se font mal ou bien. Or, la rupture du programme commun augmente la méfiance entre partis et diminue la discipline dans les reports.

. Maintien de 2 candidats de gauche au 2ème tour

Hypothèse à envisager mais bien peu probable, car elle découle d'une stratégie suicidaire à laquelle les partis politiques ne nous ont pas habitués. Le PS pour sa part a indiqué que de son côté il y aurait désistement. Le PCF, quant à lui n'a rien dit.

. Quels résultats ?

Difficile à dire à cause de la multiplicité des facteurs qui entrent en ligne de compte. "Le Point" a récemment publié le dernier sondage - simulation de l'IFOP. Il analyse deux hypothèses, toutes deux perdantes pour la gauche, en fonction de l'unicité ou non des candidatures au 2ème tour... Il y a 473 postes de députés. La majorité parlementaire est donc de 237 sièges.

	1 candidat à gauche au 2ème tour	2 candidats à gauche au 2ème tour
RPR	144	163
PR	68	64
Centre	30	37
	242	274
MRG	10	11
PS	153	140
PCF	68	48
	231	199

c) Détérioration du climat de confiance à gauche

- Le climat de confiance à gauche est cassé. Il y a eu une réelle détérioration au cours des derniers mois si l'on en croit les sondages. Une minorité de Français pronostique une victoire de la gauche (pronostic victoire de la majorité 47 % ; gauche 21 % ; non réponse 32 %).
- Le soupçon du PS envers le PC, de même que celui du PC envers le PS, apparaît justifié aux Français.
- Au niveau des attentes il est manifeste que les électeurs ouvriers attendent de la gauche des satisfactions sur les salaires et l'emploi mais demeurent sceptiques sur le reste notamment les nationalisations.

B./ UN REJET DE LA DROITE PLUS QU'UNE ADHESION A LA GAUCHE.

A consulter les multiples sondages faits au cours des derniers mois, sur différents thèmes, et tout en les relativisant, une constatation s'impose ; le vote majoritaire à gauche de la population paraît dénoter plus un rejet de la majorité actuelle qu'une adhésion au programme commun, aux thèmes ou un soutien aux propositions de la gauche. Là réside certainement une des ambiguïtés de la victoire hypothétique de la gauche. Les Français refusent une certaine politique ; ils veulent changer d'équipe dirigeante pour insuffler un sang nouveau mais ils apparaissent réservés par rapport au programme de la gauche. Il y a en fait une très grande dispersion des opinions. En même temps les Français affirment leur attachement à la société actuelle, et ne sont pas effarouchés par les nationalisations. Il va de soi que cet état de l'opinion publique conditionne^r terriblement l'expérience de la gauche surtout dans la période de crise actuelle.

C./ LES HYPOTHESES

a) Une des hypothèses les plus vraisemblables, si les choses ne changent pas fondamentalement dans les semaines à venir, c'est une majorité électorale de la gauche au 1er tour (plus ou moins proche de 50 % selon l'importance du vote écologique) et une majorité de sièges pour la droite (petite majorité).

Devant cette hypothèse, certains parlent de 1967. Malgré les apparences la situation serait différente. En 1967 il y avait 2 oppositions, une opposition de gauche, et une opposition centriste ce qui offrait une certaine latitude au gouvernement. En 1978 rien de tel. La Chambre sera perçue comme ayant été mal élue même si la victoire de la majorité est le résultat à la fois des conséquences du système électoral et des polémiques et des tensions à gauche.

Dans le cadre de cette victoire quel sera le rapport de forces entre le RPR et les hommes du Président de la République ? Quel score J. Chirac fera-t-il au 1er tour ! La zone de liberté du Président de la République est une donnée importante. Si Chirac peut imposer sa volonté, dans quel sens le fera-t-il ? Un sens autoritaire ? Evolution plausible si l'on admet qu'il est vraisemblable qu'après mars 1978, dans cette hypothèse de nombreuses catégories de Français revendiqueront et que des mouvements sociaux se développeront. Une telle hypothèse ne permettra pas de gouverner le pays pendant longtemps. Elle nous conduit à terme vers de nouvelles élections à moins que toutes les formations politiques investissent dans les élections présidentielles. Si le Président de la République estime avoir suffisamment d'autonomie modifiera-t-il le système électoral ? Ce qui serait cohérent avec sa volonté d'avoir une majorité élargie.

b) Une autre hypothèse non moins vraisemblable est la possible victoire de la gauche :

- elle peut être large : assez improbable même s'il y a une dégradation de l'image de la majorité dans les prochaines semaines;

- elle est obtenue malgré la division de la gauche et sans accord à gauche. Le PS gagne en fait son pari. Comment réagiront les députés malgré les orientations de la direction nationale ? Quelle attitude du PC ? Difficile à dire car les débats sur la participation de chacune des organisations de gauche quand elles sont minoritaires ont toujours été difficiles et confus. La tendance est toujours dans ce cas à la non-participation

- elle survient après en accord à gauche. Si cet accord est purement électoral...; le problème de la participation des communistes se pose. S'il est programmatique, il y a de fortes chances pour que ce soit l'union de la gauche, unie, qui accède au gouvernement. C'est a priori le meilleur cas de figure.

EN CONCLUSION PROVISOIRE

A regarder lucidement la situation, de quelque côté que l'on se tourne, on est frappé par son instabilité. Les risques de crise institutionnelle ne sont pas négligeables. Dans l'état dans lequel elle se trouve actuellement, la gauche a-t-elle intérêt à ouvrir une telle crise ? La réponse ne va pas naturellement de soi.... Selon l'option prise dépendront les rapports entre l'Elysée et la gauche. Où se trouve le compromis ? Difficile à en cerner les contours avant de se trouver dans la situation.

Autant d'interrogations pour le mouvement syndical.... Nous revenons toujours au problème de la base de l'accord sur lequel peut s'opérer le rassemblement majoritaire des français. C'est le sens de notre stratégie depuis 1973 que nous avons rendue plus concrète et plus précise avec l'adoption de notre plate-forme....

Les difficultés risquent d'être d'autant plus importantes que l'investissement des espoirs et des attentes, a été plus massif dans les élections et le programme commun. Cette attitude a entraîné à la fois une certaine passivité de l'opinion et des travailleurs et une politisation globale et idéologique qui a masqué certains problèmes et qui ne prépare pas le moins qu'on puisse dire, à aborder la réalité. La CFDT n'a pas toujours échappé à ce piège. /dans toute sa dimension.

Or, quelque soit le résultat des élections, et l'hypothèse qui se réalisera, une certitude s'impose : la nécessité d'une mobilisation des salariés sur les problèmes réels qu'ils doivent affronter quotidiennement, c'est à cette condition que nous pourrions imposer la prise en compte par le gouvernement des intérêts et des besoins des salariés.

III.- LA POLITIQUE DE LA C.F.D.T.

Dans cette situation, aux contours incertains, quelle politique peut et doit mener la CFDT pour réaliser les objectifs que nous nous sommes donnés depuis quelques années. L'année 1978 quelque soit le résultat des élections, est une année importante pour le syndicalisme français et donc pour la CFDT. Certes, dans le cas d'une victoire électorale de la gauche, les responsabilités du syndicalisme sont essentielles pour que dans la nouvelle expérience les attentes des travailleurs trouvent un début de réponse dans le sens souhaité. Dans le cas contraire, le syndicalisme devra être imaginatif et actif pour imposer à ses adversaires la négociation et la prise en compte des intérêts et des besoins des salariés et notamment des plus démunis et des plus marginalisés par le système.

Quelque soit le verdict des urnes, la CFDT a un rôle à jouer qu'aucune autre organisation ne peut remplir à sa place. Au cours des mois à venir la personnalité et la spécificité de la CFDT et de ses organisations doivent impérativement s'affirmer pour que les travailleurs impriment davantage leurs marques dans la réalité économique, sociale, politique.

Quelle est notre spécificité ? Elle consiste, semble-t-il à rendre plus autonomes et donc plus actifs les travailleurs et les travailleuses. Ceci passe par une prise en charge de tous les problèmes qui se posent, dans l'ensemble de leur dimension ; prise en charge collective à partir d'une auto-décision. Démarche essentielle dans une période où la tentation sera forte d'attendre tout du changement politique ou de se résigner à son sort. Pour dire les choses autrement, il n'y aura changement réel, et de fait durable, que si les travailleurs, les travailleuses agissent collectivement, sur les lieux de production et dans la société. Si nous croyons vraiment que l'autogestion est la perspective vers laquelle tous nos efforts tendent et la seule susceptible d'émanciper l'ensemble des hommes et des femmes, alors il nous faut travailler en permanence pour rapprocher effectivement les centres de pouvoir le plus près possible des intéressés afin qu'ils puissent peser et infléchir leurs conditions. Les modes d'organisation et d'action des structures de la société dépendent pour une part importante de notre capacité à permettre aux travailleurs de devenir plus agissant dans la transformation....

C'est bien, parce que cette perspective est présente dans les débats de notre confédération que la CFDT tient à rappeler depuis ces derniers mois que l'action et l'union sont nécessaires. Action pour affirmer la présence du monde du travail et union dans le cadre de l'Union des Forces Populaires car l'autonomie sans cette insertion s'appauvrit et peut aboutir à une nouvelle marginalisation. Or, notre priorité reste l'insertion des travailleurs en tant que collectivité dans le processus de changement et de transformation de cette société.

A. LES DIFFICULTES DE LA LIAISON ENTRE ACTION, LUTTES ET NEGOCIATIONS.

Le temps nous semble favorable pour procéder, en regard de la priorité que nous venons de rappeler, à une analyse sans concession de notre action syndicale et d'esquisser les voies à prendre pour rendre plus efficaces notre action et nos efforts.

1) Politisation et globalisation de l'action

Nous nous plaignons de l'impossibilité dans laquelle se trouve le syndicalisme français de négocier et donc d'imposer au moins partiellement, son point de vue dans le débat social permanent qui agite le pays. Nous avons estimé que la prise en compte de nos revendications passait par un changement politique. Certes, la CFDT a maintenu, au cours des dernières années, au niveau des textes, des déclarations, des propositions, l'intention de ne pas soumettre la réalisation des objectifs et des revendications, au seul changement politique. Mais le rapport de forces au sein du pays, de la gauche, du mouvement syndical, ne nous a pas permis d'impulser et d'orienter les luttes des travailleurs et l'action syndicale comme il aurait été souhaitable....

D'où quelques questions :

- Nous avons procédé à une analyse de la société, du capitalisme français, de la crise qui, tout en reconnaissant l'importance de l'Etat, de son appareil, de la politique gouvernementale, nous conduit à estimer qu'il existe une multitude de centres de pouvoir et en conséquence que notre action, si elle veut être efficace, doit simultanément se mener sur l'ensemble des fronts, l'intensité pouvant certes varier en fonction des problèmes ? Un regard en arrière sur notre pratique nous amène à quelques réflexions qui doivent nous interroger.

- L'affirmation du débouché politique des luttes, nous a entraîné, dans le cadre français, à privilégier l'action gouvernementale et nationale et a eu pour conséquences de renforcer les tendances à privilégier l'action syndicale à ce niveau./

Il faut se demander si cette pratique est pertinente avec l'analyse de l'émergence, du rôle, des fonctions, des conséquences, des multinationales et de la restructuration industrielle, par exemple, à laquelle le capitalisme procède depuis ces dernières années.

Dans la mesure où nous estimons que le gouvernement pratique la politique voulue par le patronat, ce comportement est logique. Encore faut-il prouver que la concordance entre les deux est aussi véritable que nous l'affirmons. Le gouvernement prend davantage en compte les pressions des patrons et de leurs organisations, du moins de certains patrons, mais son action est loin de se confondre avec les intérêts de ces groupes et d'autre part le pouvoir de l'appareil d'Etat et du gouvernement dans le domaine économique varie en fonction des secteurs et des problèmes.

Avons nous en fait été assez loin dans notre examen des questions qui ne peuvent se traiter qu'au niveau étatique, celles qui doivent être placées au niveau national, celles qui se posent aux autres plans. En fait notre action n'a-t-elle pas été conçue au cours des dernières années, même si ce n'est pas en intention, comme principalement destinée à marquer une opposition résolue à la majorité gouvernementale et au patronat, dans son ensemble, plus que comme une offensive tous terrains pour arracher des avantages divers ?

10.

Un tel comportement, aidé naturellement par la nature des confédérations syndicales nationales dans notre pays, s'il a eu des conséquences au niveau des moyens d'action, la multiplication des journées nationales de protestation, influe sur la formulation précise des revendications et la détermination du lieu où elles doivent s'élaborer. Favoriser les revendications nationales et dès qu'un problème se pose, tenter de le traduire dans une demande interprofessionnelle ou nationale, peut répondre à notre exigence égalitaire et à notre souci de solidarité. Mais à quoi cela mène-t-il ? A une globalisation qui vide souvent de tout contenu concret et donc repérable par les travailleurs, les demandes et à une certaine passivité des salariés. Cela tend aussi à situer le lieu de négociation préférentiel à ce niveau là. Le résultat, malgré la réussite des grèves nationales, des manifestations, c'est que les salariés et ceux qui sont organisés dans les centrales syndicales et ceux qui suivent les mots d'ordre, constituent une force de protestation indiscutable et dont le poids est déterminant à certain moment. C'est aujourd'hui le mode d'insertion du monde salarié dans la société et sa reconnaissance... Mais c'est largement insuffisant et dangereux. Insuffisant parce que la pression est épisodique et ne s'attaque pas à l'ensemble des centres de décision économiques et sociaux. Dangereux car cela ne favorise pas une mobilisation majoritaire des travailleurs.

2) Difficultés actuelles et la négociation

Or, la période de crise actuelle nécessite une action déterminée et puissante des travailleurs pour la surmonter concrètement dans un sens plus favorable aux travailleurs. Cela passe par une prise en compte des problèmes réels vécus dans la production et la société. Cela suppose aussi un effort permanent pour associer à l'élaboration et à la formulation des revendications, les gens concernés ; cela nécessite la volonté d'obtenir des résultats même partiels par la négociation.

Nous savons pertinemment que la construction d'un rapport de forces réels sur l'ensemble du pays passe par une multitude d'actions. Les travailleurs ne se décident d'agir que s'ils estiment que cette action peut aboutir à des résultats. Ne faut-il pas s'interroger sur les conséquences de notre analyse, sur l'impossibilité de négocier, de notre comportement syndical qui en découle au niveau national et aux autres plans ? Posant cette question nous n'apportons aucune solution. Mais constatant que la négociation réelle dans ce pays est souvent très difficile même impossible, s'est-on interrogé sur les raisons de cette situation ? Certes, le conservatisme et la myopie du patronat français et des groupes sociaux qui soutiennent la majorité gouvernementale actuelle sont grands. Mais en parallèle que fait-on pour les forcer à changer ? Ou plutôt, en parallèle notre action réelle, celle qui s'inscrit au fil des jours dans la réalité nationale, ne renforce-t-elle pas en fait cette attitude et ce refus ? N'agissons-nous pas, comme si nous attendions tout du renversement de la majorité et d'un changement brusque ? C'est une illusion pernicieuse et démobilisante.

Nous nous sommes prononcés pour la négociation. Mais est-ce que nous avons ajusté nos objectifs, nos revendications, nos modes d'action, notre information en fonction de cet impératif ? N'en restons nous pas uniquement à un discours destiné à désigner nos adversaires comme les responsables uniques de la situation et qui a pour effet d'éviter de nous interroger sur les conséquences concrètes de notre comportement ?

Obtenir des résultats concrets, donner espoir, passe par les nécessaires compromis avec ceux qui dirigent l'économie et la vie sociale. Ce n'est pas en refusant de se mettre effectivement dans une attitude de recherche, voire du compromis, de la négociation, que nous renforçons la contestation de la politique des dirigeants. S'il nous fallait un indice nous pourrions le trouver dans ce qui se passe chez les français présentement. Alors que la gauche étale ses

divergences, les sondages continuent d'accorder la majorité électorale aux candidats des partis de gauche et la droite continue de stagner. L'opposition à une politique n'est pas liée exclusivement à sa traduction par les organisations, elle prend naturellement racine dans le vécu quotidien.

La négociation demeure pour nous le débouché naturel de l'action revendicative sur laquelle elle s'appuie pour aboutir à un compromis favorable aux intérêts des travailleurs.

B. LE ROLE DE NOTRE PLATE-FORME

En regard de toutes ces questions, qu'il s'agit de préciser, et de compléter, dans les débats à l'intérieur des organisations, il nous faut rendre plus explicite la fonction que joue et doit jouer notre plate-forme d'objectifs et de revendications.

Au niveau de l'intention qui a présidé à son élaboration et à son adoption, elle vise bien à débloquer, dans différents cas de figure, et avec des modalités diverses, la situation qui est faite à l'action syndicale aujourd'hui.

La plate-forme tend à cerner des domaines, des thèmes et aussi des lieux, autour et dans lesquels, il nous apparaît nécessaire de centrer l'action syndicale, si l'on estime que l'action de masse et de classe est une priorité pour les organisations confédérées.

La CFDT est persuadée que les conditions de l'union ne pourront se recréer qu'à travers la mobilisation des travailleurs et donc le développement de l'action. En ce sens un effort intense doit être développé à tous les niveaux de l'organisation pour faire connaître les propositions de la plate-forme et les adapter aux situations concrètes. C'est la meilleure façon pour la CFDT d'être efficace et de développer sa stratégie autonome dans le cadre de l'Union des forces populaires.

C. COMPATIBILITE ET COMPLEMENTARITE DE NOS REVENDICATIONS

Nous avons dit que surmonter la crise passe par la construction progressive d'un nouveau type de développement. Au cours des derniers C.N., depuis un an, on s'est efforcé de préciser ce que nous souhaitons mettre sous ce concept. Le point sur lequel nous souhaitons qu'il y ait réflexion est le suivant: que faut-il faire pour dès aujourd'hui montrer la voie à suivre et imposer un infléchissement? Affirmer qu'il faut un nouveau type de développement suppose autre chose que l'alignement de nouvelles propositions à côté des anciennes. Il nous faut à partir de cette exigence revoir la cohérence de notre démarche d'ensemble et le détail de nos revendications et demandes. Avec la plate-forme ce travail a été amorcé, mais il doit continuer à chaque niveau de l'organisation.

Nos priorités sont connues, un emploi utile pour chacun, la réduction de toutes les inégalités, l'amorce d'un processus de véritable décentralisation dans tous les domaines de la société. Nos revendications s'élaborent à partir de ces 3 priorités prises en compte simultanément. Mais a-t-on mesuré les choix qu'elles imposent dans la situation présente.

Le fait que nous ayons défini et consigné nos priorités dans notre plate-forme ne peut pas arrêter notre réflexion collective, surtout dans la situation mouvante actuelle. Il nous faut en particulier réfléchir aux conséquences des revendications les unes par rapport aux autres.

Par exemple, quelles sont les conséquences sur les autres revendications du fait d'avancer comme première priorité le plein emploi ? Ainsi, y a-t-il une totale compatibilité entre notre revendication dans le domaine de l'emploi, aujourd'hui, et notre notion de revenus disponibles ? Quelle répartition entre revenus personnels directs, indirects et les consommations collectives ? Quel type de proposition pourrions-nous faire pour progresser dans ce sens, dans la période présente ?

Ou encore : la formulation de nos revendications en matière de réduction du temps de travail ne doit-elle pas évoluer pour tenir compte de la diversité des catégories, de l'âge d'entrée dans la production, de la pénibilité.

Le problème de la compatibilité et de la complémentarité de nos revendications est un point central de notre travail syndical. Mais nous devons aussi accorder une très grande attention à la nature même de nos propositions et aux conséquences qu'elles engendrent. En ce domaine nous ne pouvons pas nous laisser porter par la tradition ou l'opinion générale. Dans un certain nombre de cas nous exprimons des revendications qui sont une formulation égalitaire sur le plan formel, satisfaisant notre sens de la justice, cachent ou créent souvent des inégalités extraordinaires au détriment de ceux qui ont le moins de pouvoir de négociation, individuel ou collectif.

Tenir compte de la diversité implique les revendications et des demandes qui tiennent compte des situations réelles et qui ne se réfèrent pas nécessairement à une situation moyenne qui a, aujourd'hui, dans l'état actuel de la société, moins d'intérêt et qui présente de nombreux inconvénients.

Ce travail est amorcé dans l'organisation, à ses différents niveaux. Il doit être activement poursuivi. L'interview d'Edmond Maire au Monde du 17 août a mis en lumière certains aspects de la question. Le débat ne peut s'arrêter malgré les difficultés et les obstacles. Les explications sont nécessaires.

Mais ne confondons pas la formulation présente de nos revendications avec le fond et la nature des problèmes que nous avons à résoudre. La crise est là, notre revendication d'un nouveau type de développement suppose de profondes mutations, dans la production, la consommation et la société. Mais comment y parvenir si le syndicalisme lui-même n'adapte pas ses propositions ? Les discussions que nous avons eues sur la plate-forme montrent que cela ne sera pas facile et cela se comprend. Plus nous sommes une organisation représentative de masse, plus les intérêts sont divers et les synthèses difficiles à bâtir.

D. UNE UNITE D'ACTION NECESSAIRE MAIS DIFFICILE

Notre réflexion sur ce sujet serait incomplète si nous n'abordions pas les problèmes posés par l'unité d'action.

Une première interrogation survient dès qu'on parle d'unité d'action : l'unité d'action privilégiée : C.F.D.T.-C.G.T., au niveau national n'a-t-elle pas pour conséquence de limiter notre autonomie et notre action revendicative ?

Question provocante au premier abord, mais elle l'est beaucoup moins si l'on regarde d'un peu plus près les choses. L'unité d'action entre la CFDT et la CGT a permis d'établir une action commune qui a résisté à bien des vicissitudes et qui a permis de développer des mouvements de protestation puissants.

D'autre part cette unité d'action a facilité la recherche à l'intérieur de chacune des organisations des convergences plus que des divergences ; elle a donc travaillé à l'unification de l'action des travailleurs dans ce pays. Toutefois l'existence de l'unité d'action a privilégié, par suite du poids et de l'influence de la CGT, de sa conception politique et syndicale de l'action, une pratique très nationale et somme toute centralisée. L'articulation des luttes et des actions a été dans la plupart des cas impossible à élaborer et quand cela l'a été, impossible à réaliser.

L'unité d'action interconfédérale a depuis douze ans pour conséquence de favoriser le niveau national et les revendications globales et générales dont nous avons parlé plus haut. La question qui se pose alors c'est la capacité d'action de la CFDT, des différentes organisations confédérées, à faire prendre effectivement dans l'action commune leurs conceptions. Certes des rapports de dépendance réciproque se développent. Mais un examen de fond des conséquences des pratiques actuelles de l'unité d'action CFDT-CGT s'impose. D'autant plus que l'image de cette action commune transmise par les divers médias ne favorise pas une libre détermination. En effet chaque fois que des difficultés surgissent l'accent est mis sur la signification politique de la dispute, des divergences. La question de l'unité d'action est toujours traitée sur le mode dramatique. Ceci n'est pas sans conséquences sur le comportement des militants et des organisations de la C.F.D.T. Comment, dans le cadre d'une véritable unité d'action, peut-on affirmer concrètement la personnalité et la spécificité de la C.F.D.T. ? L'unité d'action telle qu'elle se pratique aujourd'hui permet-elle effectivement de mettre en pratique le contenu de notre plateforme ? Questions difficiles qui doivent être traitées par rapport aux problèmes concrets que nous rencontrerons et à nos priorités.

Enfin, dernier problème épineux. Notre pratique d'unité d'action à deux, aujourd'hui, n'est-elle pas un obstacle (souvent un alibi) au renforcement de la capacité d'action de l'ensemble des travailleurs ? Ne faut-il pas, à regarder les choses de plus près, partir davantage des problèmes précis posés dans les entreprises et les administrations ?

Rappelons que l'unité d'action à deux découle du refus de la CGT-FO de travailler en commun avec la CFDT et la CGT. En 1965 nous souhaitions une unité d'action à trois. Malgré les difficultés nous estimons qu'une unité d'action à trois aujourd'hui serait à la fois un élément important dans le développement de l'action collective et de la pression pour forcer le patronat et le gouvernement à négocier.

E. L'ACTION REVENDICATIVE

Le Bureau National de janvier 1978 doit ouvrir un débat assez large sur l'action revendicative pour les mois à venir. En conclusion une résolution sera adoptée. C'est dans le cadre de cette décision que se déroulera la discussion au C.N.

Souvenons-nous du climat revendicatif qui régnait lorsque le 8 novembre 1977 la C.F.D.T., la C.G.T. et la F.E.N. décidaient d'organiser le 1er décembre 1977 une journée d'action et de grève. L'objectif était d'impulser l'action et de protester contre le refus de négociations et la politique d'austérité imposée par le gouvernement.

Les résultats ont été meilleurs que ceux que l'on pouvait espérer au moment où la décision a été prise. Mais la journée fut moins bonne que celle du 24 mai. En recoupant les informations il semble que le 1er décembre la participation a été inférieure de 15 à 20 % dans l'ensemble des secteurs, ce qui veut dire que dans le privé la participation est tombée de 35 à 15 %. En définitive la journée du 1er décembre a été prise en compte et mise en oeuvre de manière assez égale par les différentes organisations.

On décèle actuellement une relance certaine de l'action (cf. compte rendu du comité des Fédérations du 14 décembre 1977) :

- Des mouvements se sont déroulés dans certaines branches ou secteurs qui entrent dans le cadre des politiques d'action des fédérations concernées (SNCF : effectifs, EDF, et à un moindre degré RATP, Métallurgie...).

- Quelques conflits importants sur les conditions de travail (Michelin,...),

- Toutefois le climat continue à être marqué par l'échec de quelques conflits durs (Dubigeon, Naphtachimie, etc...).

- Suite aux grèves de l'EDF et à ses répercussions sur les usagers, l'idée d'une restriction du droit de grève surgit à nouveau.

- Les problèmes d'emplois demeurent essentiels. Au moment de la rédaction de ce rapport est annoncé le problème de restructuration de Rhône-Poulenc Textile.

Dans la situation actuelle la priorité doit être accordée à l'élaboration dans chaque secteur d'objectifs revendicatifs clairs et immédiatement négociables, permettant de déboucher sur des résultats concrets.

Au niveau des luttes l'accent doit être mis sur les actions de branches. Ainsi que le dit E. Maire dans "Syndicalisme" du 15 décembre 1977 : "Il faut en finir avec ce que l'on connaît depuis trois ans, c'est-à-dire l'alternance entre des grèves localisées par entreprises et de vastes mouvements généraux de protestation. Comment rompre le cercle et déboucher sur une réelle articulation de l'action revendicative ? En redonnant aux luttes dans les branches la place centrale qui doit leur revenir. A ce niveau, celui des chambres patronales, on peut obtenir des négociations et des résultats".

Mais cette action serait plus efficace si le climat unitaire s'améliorait à la base entre CFDT et CGT. Certains indices semblent indiquer que la CGT est tentée de faire cavalier seul. D'autre part les difficultés politiques et les discussions à l'intérieur de la CGT ont conduit les cégétistes à geler toute initiative d'action importante.

F. POUR ATTEINDRE NOS OBJECTIFS : ADHESION, ORGANISATION ET FORMATION

1°) Adhésion

La CFDT doit, pour réaliser ses objectifs, s'en donner les moyens. La syndicalisation a été retenue comme un objectif prioritaire pour la période 1977-1979 par le Bureau National.

Il est donc nécessaire de poursuivre un double effort :

- augmenter le nombre des adhérents CFDT dans les sections existantes,
- implanter de nouvelles sections syndicales.

Ce double objectif est de la responsabilité commune des structures professionnelles et interprofessionnelles. Le but à atteindre est bien, par l'adhésion, de contribuer à développer un rapport de forces qui permette aux travailleurs d'obtenir la satisfaction de leurs revendications et d'aller ainsi vers un nouveau type de développement.

A propos de l'adhésion il faut rappeler que la conception de la CFDT sur la nécessité d'un syndicalisme de masse et de classe fait qu'il ne peut y avoir de préalable idéologique à l'adhésion ; il ne peut être question pour notre organisation de constituer un syndicalisme de militants, privilégiant l'idéologie et ne s'appuyant pas sur ce que vivent les travailleurs, et la pratique collective de l'organisation.

Le premier rôle de l'organisation syndicale est de permettre aux travailleurs, à travers l'action collective qu'ils mènent journalièrement sur leurs revendications, de prendre conscience de la nécessité d'un changement de société.

2°) Des structures adaptées

Cet effort de syndicalisation^{ne} peut être soutenu et efficace que dans la mesure où il repose sur des structures adaptées. Les structures syndicales sont nécessaires pour l'action. La conduite de cette action à tous les niveaux exige que des structures syndicales fortes existent et soutiennent le travail de syndicalisation, de collectage, d'information, de débat.

Le syndicat, qui repose sur les sections syndicales, est la cellule de base de notre démocratie. La participation des syndicats aux différentes structures interprofessionnelles : UL, UD, UR et professionnelles dans les fédérations, permet la prise en compte à différents niveaux de la richesse de l'expérience collective vécue à la base dans les syndicats. Il est, en conséquence, indispensable que les différentes structures professionnelles et interprofessionnelles reposent sur les syndicats.

Ce fonctionnement demande une réflexion collective et une volonté commune d'accroître à tous les niveaux le nombre de militantes et de militants afin que les différentes structures ne reposent pas sur "le camarade de bonne volonté" mais sur les militants totalement impliqués dans la vie démocratique de leur syndicat.

Enfin l'élaboration à tous les niveaux d'un plan de travail qui permet collectivement de définir des priorités d'action et une répartition des responsabilités sur le plus grand nombre est l'un des garants d'un fonctionnement démocratique.

3°) Les travailleuses dans la CFDT

Alors que dans les dernières années le nombre de femmes actives salariées s'est considérablement accru (cf annexe IV), en même temps que le mouvement de déqualification s'accroissait, la prise en charge de cette question est aujourd'hui encore très largement insuffisante dans la CFDT.

A la CFDT comme ailleurs il n'est pas facile d'être militante et les images traditionnelles de la femme restent pesantes. Encore aujourd'hui le syndicat est perçu comme une histoire d'hommes.

Sans reprendre toutes les raisons qui s'opposent à ce que notre syndicalisme soit celui de toutes et de tous, il faut s'interroger sur la nature du militantisme, du rythme de vie et de travail qu'il impose et de la nature des rapports dans la famille.

La construction d'un autre type de société passe notamment par l'émergence de rapports sociaux différents. Cette modification ne peut prendre de sens réel, aujourd'hui, que si les organisations, par une pratique syndicale appropriée, sont capables de lutter contre la surexploitation vécue par les travailleuses à tous les niveaux de la société.

La session de décembre 1977 a permis d'en donner de très nombreux exemples. La Conférence de février 1978 "Travail féminin et pratique syndicale" devrait permettre une avancée concrète de la Confédération et des organisations en ce domaine.

4°) Campagne jeunes

Il s'agit d'une campagne permanente que les organisations doivent mener à tous les niveaux, en direction des jeunes, pour la prise en charge de leurs problèmes et faciliter leur insertion dans le syndicat et les structures.

Le Bureau National de janvier 1978 vérifiera l'application de la politique décidée au C.N. d'octobre 1975. Les organisations seront tenues informées des décisions prises.

5°) La rotation des adhérents et militants

S'il est prioritaire de retenir la syndicalisation comme objectif majeur, il n'est pas indifférent de s'interroger sur la rotation des militants ou des adhérents.

Dans une récente analyse sur "La sociologie des militants de la CFDT" (CFDT-Aujourd'hui n° 26), à partir d'éléments d'enquêtes effectuées lors de congrès fédéraux et régionaux, il apparaît qu'on adhère jeune à la CFDT et on y prend tôt des responsabilités. Par contre, 40 ans semble marquer la fin de l'engagement syndical.

Au congrès confédéral, les plus de 50 ans représentaient 4,5 %. Ils représentent dans les congrès fédéraux et régionaux entre 6 et 8,5 %. Quelle est la signification de cette rupture entre "l'âge d'or" du militantisme à la CFDT qui semble être entre 30 et 40 ans et le "trou" après 50 ans ?

Ces éléments parcellaires ne méritent-ils pas de la part de chaque structure une analyse plus approfondie de leur propre réalité afin de cerner les raisons profondes qui font que de très nombreux adhérents ou militants "lâchent" la CFDT après quelques années ?

Quelles actions peuvent être entreprises pour diminuer cette rotation et empêcher que la CFDT ne devienne "une organisation passoire" ?

6°) La formation

Les différents objectifs développés dans ce rapport exigent qu'une place prioritaire soit réservée à la formation afin que chaque militant puisse intégrer les acquis, fruits de l'expérience collective de notre organisation en matière de revendications, de perspectives, de structures et développer sa réflexion sur la pratique collective et l'action syndicale.

La formation syndicale constitue un élément de base de la stratégie de la CFDT. Les sessions de recherche et d'approfondissement sur des sujets qui apparaissent au fur et à mesure de la réflexion commune doivent également permettre aux responsables à tous les niveaux une meilleure appréhension des problèmes nouveaux qui surgissent.

La formation est une nécessité pour chaque structure. Cette préoccupation doit être avancée collectivement. Tout doit être fait pour assurer notamment une participation effective aux sessions et pour élaborer des politiques de formation liées aux politiques d'action des différentes organisations.

o

o

o